



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE

à la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur des pays et territoires d'outre-mer du Pacifique pour 2025 et 2026

Document d'action « Programme européen pour le bleuissement et le verdissement des systèmes alimentaires dans les pays et territoires d'outre-mer du Pacifique »

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde, auquel l'article 82 de la DAOG fait référence.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Programme européen pour le bleuissement et le verdissement des systèmes alimentaires dans les pays et territoires d'outre-mer du Pacifique Référence opérationnelle OPSYS : ACT-62785 Financé au titre de la Décision 2021/1764/UE du Conseil relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer, y compris le Groenland (DAOG).
2. Initiative « Équipe Europe »	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : Région Pacifique, PTOM français (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna)
4. Document de programmation	Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2027 Régional pour les PTOM du Pacifique
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	L'action contribue aux suivants objectifs attendus du PIP régional PTOM Pacifique : Objectif spécifique 1 : Renforcer la durabilité, la résilience et la diversification de la production alimentaire dans les 3 territoires Objectif spécifique 2 : Promouvoir une consommation alimentaire durable et saine
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaine prioritaire : Verdissement et bleuissement des systèmes alimentaires Secteurs CAD : 120 – Santé ; 310 - Agriculture, Sylviculture, Pêche ; 410- Protection générale de l'environnement ; 430 - Autres secteurs (43073 – Sécurité Alimentaire et qualité).

7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement): ODD 12 (consommation et production responsables) Autres ODD importants : ODD 2 (Faim « zéro ») ; ODD3 (Bonne Santé et bien-être) ; ODD 8 (Travail décent et croissance économique) ; ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure) ; ODD 10 (réduction des inégalités) ; ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques) ; ODD 14 (vie aquatique) ; et ODD 15 (vie terrestre).			
8. a) Code(s) CAD	12240 – Nutrition de base - 20% ; 31161 – Production agricole - 50% 41030 – Diversité biologique - 15% ; 43073 – Sécurité Alimentaire et qualité - 15%			
8. b) Principal canal d'acheminement	Organisations multilatérales - 40000 Institutions du Secteur Privé - 60000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	

	entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.050200.02 Coût total estimé : 36 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 36 000 000 EUR La contribution est d'un montant de 8 000 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour 2025 et d'un montant de 28 000 000 EUR provenant du budget général de l'Union européenne pour 2026 sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement¹	Gestion directe par marchés publics Gestion indirecte avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.3.2			

1.2 Résumé de l'action

En tant que seule Action du Programme indicatif pluriannuel régional pour les Pays et Territoires Outre-Mer (PTOM) du Pacifique 2021-2027, le « Programme européen pour le verdissement et le bleuissement des systèmes alimentaires dans les PTOM du Pacifique » a pour objectif général de rendre les systèmes alimentaires des trois Territoires (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna) plus durables, résilients et équitables, et d'offrir à leurs populations un accès à une alimentation saine et de qualité. Actuellement, ces territoires dépendent fortement des importations alimentaires (70% à 90%), ce qui les expose aux fluctuations des prix mondiaux et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, augmentant ainsi les risques d'insécurité alimentaire, surtout pour les populations les plus vulnérables. De plus, la forte consommation d'aliments importés, souvent transformés et riches en sucres, en sel et graisses, combinée à des déséquilibres alimentaires fréquents, contribuent à des problèmes de santé nutritionnelle, tels que l'obésité et autres maladies non transmissibles. L'importation de produits alimentaires et d'intrants de production représente également un risque biosanitaire non-négligeable.

Pour y remédier, le programme se structure autour de deux axes principaux. Le premier axe vise à développer une production alimentaire locale durable, résiliente et diversifiée. Il inclut le renforcement des filières agricoles,

¹ Article 27 du règlement IVDCI – Europe dans le monde.

halieutiques et aquacoles, en mettant l'accent sur l'autonomie alimentaire, l'autoconsommation, l'optimisation des procédés de transformation, la réduction des déchets et l'intégration des principes d'économie circulaire. Des mesures seront mises en place pour améliorer l'efficacité logistique, promouvoir les circuits courts, et réduire l'empreinte carbone. Le second axe se concentre sur la promotion d'une consommation alimentaire saine et durable et accessible à tous. Il prévoit des actions de sensibilisation et d'accompagnement de la population, notamment à travers l'éducation nutritionnelle à l'alimentation durable dans les écoles et les campagnes de sensibilisation pour le grand public, visant un bien-être amélioré (santé, mais aussi acceptation sociale et culturelle), la réduction des déchets alimentaires et la valorisation des surplus. Il ciblera également une réduction des inégalités à l'accès à une alimentation saine et équilibrée.

Le programme comprend également un volet d'accompagnement pour aider les autorités des territoires à mettre en place des politiques et des cadres juridiques adaptés aux spécificités locales et aux défis de la transition alimentaire. L'accent est mis sur l'inclusion sociale², l'autonomisation des femmes et des jeunes, ainsi que la préservation des savoirs traditionnels. En intégrant des enjeux transversaux comme la lutte contre le changement climatique, la conservation de la biodiversité et la réduction des inégalités, le programme vise à créer des systèmes alimentaires durables et résilients, tout en renforçant la sécurité alimentaire et la santé des populations.

L'action s'inscrit dans les plans de transition alimentaire de chaque PTOM, soutenus par des dialogues politiques continus et des suivis réguliers pour assurer la cohérence et l'efficacité des interventions. Elle contribue également aux objectifs du Global Gateway, en favorisant le développement humain et la cohésion sociale, et en s'alignant sur les priorités européennes de transition vers une économie verte et bleue. L'action s'inscrit également dans la dynamique de la stratégie de coopération de l'UE dans la région indopacifique, visant notamment la transition verte.

Elle contribuera directement à l'ODD 12 (consommation et production responsables) ainsi qu'aux ODD 2 (Faim « zéro ») ; ODD3 (Bonne Santé et bien-être) ; ODD 8 (Travail décent et croissance économique) ; ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure) ; ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques) ; ODD 14 (vie aquatique) ; et ODD 15 (vie terrestre). Elle s'inscrit sous les DAC 310 (Agriculture, Sylviculture, Pêche) et 120 (Santé).

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La région indopacifique fait face à de nombreux défis, dont une compétition géopolitique intense, des tensions commerciales et technologiques, ainsi que des risques liés au changement climatique. En réponse, l'Union européenne (UE) a mis en place une stratégie pour l'indopacifique visant à renforcer ses relations économiques, politiques et de défense avec les pays de la région, tout en promouvant la stabilité, la sécurité, la prospérité et le développement durable.

Conformément à l'article 2 de la Décision d'Association Outre-mer (DAOG) 2021/1764, l'UE s'engage à soutenir les PTOM dans leurs efforts pour développer des systèmes alimentaires durables et résilients, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la protection de l'environnement dans la région.

Le Programme Indicatif Pluriannuel (PIP) 2021-2027 pour les PTOM du Pacifique vise à promouvoir la transformation écologique des systèmes alimentaires dans les trois territoires français de la région. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de coopération de l'UE pour l'indopacifique, visant à verdir et bleuir les systèmes alimentaires des PTOM du Pacifique.

Les plans de développement territorial de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna mettent en avant des priorités telles que le développement responsable, la gestion durable des ressources naturelles et la prise en compte du changement climatique. Bien que l'exploitation des ressources renouvelables terrestres et marines ne représente pas encore une part significative du PIB de ces territoires, elle offre un potentiel important pour

² Inclusion sociale dont l'importance a été une nouvelle fois soulignée par les émeutes en Nouvelle-Calédonie en mai 2024

le développement et l'innovation technologique, confirmé par les orientations stratégiques de développement soutenues par les acteurs institutionnels.

Dans ce contexte, cette action vise à transformer les systèmes alimentaires des PTOM du Pacifique pour les rendre plus durables, résilients et équitables, permettant ainsi à leur population d'accéder à une alimentation saine et de qualité. Elle assurera la cohérence avec les plans de transition alimentaire de chaque PTOM, débutant en 2025 et variant selon les territoires, en soutenant et complétant les plans territoriaux existants, tout en se concentrant sur les objectifs et les activités du Programme Indicatif Pluriannuel Régional 2021-2027. Un dialogue politique continu et un suivi régulier renforceront l'engagement de l'UE comme partenaire stratégique essentiel pour les trois territoires.

Cette action s'aligne sur la priorité européenne de transition vers une économie verte et bleue, en complément de l'initiative Team Europe « Alliance Verte-Bleue pour le Pacifique » et de la future stratégie régionale 2024-2028 de la France pour l'océan Pacifique, ainsi que de l'initiative UE-France « KIWA » pour la résilience climatique des îles du Pacifique. Elle répond aux plans de transition alimentaire élaborés par les autorités des trois territoires entre 2022 et 2023, et contribuera aux objectifs du Global Gateway, notamment en favorisant le développement humain, la cohésion sociale et la lutte contre le changement climatique.

2.2 Analyse des problèmes

Les PTOM du Pacifique rencontrent de nombreux défis liés à leurs systèmes alimentaires. Ces territoires dépendent fortement des importations alimentaires, couvrant entre 70% et 90% de leurs besoins, en raison d'une production locale insuffisante ou d'accessibilité réduite (économique, géographique, saisonnière...) Cette dépendance rend les PTOM vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux, aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement et aux risques biosanitaires, augmentant ainsi le risque d'insécurité alimentaire, particulièrement en période de crise. La production locale, bien qu'offrant un potentiel significatif, est limitée par un manque d'outils de production et une forte dépendance aux intrants importés, qui sont coûteux, parfois nocifs pour l'écosystème et également source de contamination biosanitaire.

La qualité nutritionnelle des aliments importés, souvent riches en sucres et en graisses, et les habitudes alimentaires locales contribuent à des taux élevés d'obésité et de surpoids chez les jeunes comme chez les adultes. Ces conditions entraînent une forte incidence de maladies non transmissibles, telles que le diabète et les maladies cardiovasculaires.

Le développement responsable et la gestion durable des ressources naturelles sont prioritaires dans les plans de développement territorial des PTOM. Cependant, l'exploitation des ressources renouvelables terrestres et marines reste sous-utilisée, malgré son potentiel pour stimuler l'innovation technologique et le développement économique.

La transition vers des systèmes alimentaires durables nécessitera donc des ajustements dans les habitudes alimentaires, de production et de consommation. Au niveau production, elle demandera aussi de réconcilier les rôles respectifs des productions commerciales et des productions familiales traditionnelles dans une optique non seulement d'autonomie alimentaire, mais aussi dans le renforcement du tissu social et culturel des territoires. Les émeutes de Nouvelle-Calédonie en mai-juin 2024 ont démontré combien cet élément était important dans le développement de filières alimentaires locales.

La sensibilisation des populations, notamment les jeunes et les enfants, est cruciale pour favoriser des changements durables. Les institutions éducatives, la société civile, les instances culturelles et coutumières, et le secteur privé jouent un rôle central dans cette transformation en intégrant l'alimentation et la production alimentaire durable dans les curricula scolaires et en promouvant des pratiques alimentaires saines.

Les PTOM du Pacifique possèdent des spécificités et sensibilités environnementales propres, notamment une biodiversité unique mais précaire, des écosystèmes terrestres et marins fragiles, des ressources en eau limitées, une vulnérabilité accrue aux catastrophes naturelles et au changement climatique, une gestion complexe des déchets et une dégradation importante des terres arables (déforestation, exploitation minière et pratiques culturelles inappropriées) et des milieux lagunaires (exploitation et pollution organique). L'augmentation de la production

alimentaire locale, tant sur terre que dans les milieux côtiers, lagunaires et marins, peut entraîner une pression supplémentaire sur l'environnement. Cela présente des risques significatifs pour les ressources en eau, la biodiversité, la production de déchets organiques à toutes les étapes des filières de production, la biosécurité des productions et des produits alimentaires, ainsi que pour la qualité des milieux de production.

Les principaux risques climatiques à considérer lors de la planification des activités sont : (1) la vulnérabilité aux événements météorologiques extrêmes (cyclones, tempêtes et inondations), susceptibles de causer des dégâts importants aux outils de production, à l'environnement naturel et aux chaînes de distribution ; et (2) les émissions de gaz à effet de serre et les changements d'occupation des sols sans mesures préventives. L'augmentation de la production alimentaire, qu'elle soit terrestre ou marine, peut accroître les émissions de CO₂ et de méthane non seulement au niveau de la production mais aussi au niveau transformation, commercialisation et consommation. Le défrichement ou la mise en culture plus intensive contribue également à la réduction du stockage du carbone organique et de la séquestration. Les défis environnementaux, tels que le changement climatique, l'insularité et la dépendance aux importations, nécessitent une action concertée pour renforcer la résilience des communautés. L'autonomisation des femmes et des jeunes, la valorisation des connaissances traditionnelles et l'accès équitable aux ressources sont également des éléments essentiels pour assurer la durabilité des systèmes alimentaires.

Cette analyse met en évidence la nécessité d'une approche intégrée et de long terme, impliquant les autorités locales, les institutions du secteur public (centralisé et décentralisé), les structures coutumières et culturelles, les organisations de recherche, les organisations de la société civile et les acteurs économiques pour transformer les systèmes alimentaires des PTOM du Pacifique et garantir un avenir plus durable et équitable pour leurs populations.

Le rôle des autorités locales revêtira une importance cruciale dans la mise en œuvre de cette action, mais il sera sujet à des variations significatives selon les territoires en raison de leurs structures administratives distinctes. Les provinces auront un rôle prépondérant en Nouvelle-Calédonie, les communes en Polynésie française, et les autorités coutumières à Wallis et Futuna.

La mise en œuvre s'appuiera sur la participation d'une diversité d'acteurs publics et privés. Le secteur privé, les associations professionnelles, les coopératives et les organisations de la société civile, telles que les associations de consommateurs ou les organismes caritatifs, jouent un rôle crucial dans l'évolution des systèmes alimentaires.

La société civile occupera une position centrale dans la concrétisation de l'axe 2 de cette initiative, visant à promouvoir une consommation alimentaire durable et saine. Cela englobera particulièrement les organisations de défense des consommateurs, les associations de parents d'élèves, les organismes communautaires ou caritatifs (y compris les banques alimentaires), ainsi que les réseaux ou mouvements sociaux.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est d'accélérer la transition des PTOM du Pacifique vers des systèmes alimentaires équitables, résilients, respectueux de l'environnement et de la santé humaine.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

- 1 La durabilité, résilience, valorisation et diversification de la production alimentaire est renforcées dans les 3 territoires.

Cet objectif vise à diversifier et augmenter l'offre des aliments produits localement par modèles vertueux pour l'environnement, afin d'élargir la disponibilité et l'accessibilité des aliments de qualité adéquate pour répondre aux besoins en matière de développement humain de la population et réduire la vulnérabilité des systèmes alimentaires aux catastrophes naturelles et climatiques.

- 2 Accès à une consommation alimentaire durable, responsable, saine et davantage ancrée dans les connaissances traditionnelles accru sur les trois Territoires.

Cet objectif vise à renforcer l'accès à une alimentation saine, équilibrée, locale pour les populations les plus vulnérables et de développer une consommation alimentaire durable et saine sur les trois territoires en renforçant les pratiques alimentaires. Il mettra l'accent sur l'éducation et la sensibilisation des consommateurs aux aspects nutritionnels, sanitaires et environnementaux de la production alimentaire. Cela permettra d'améliorer la qualité de la demande et de promouvoir des pratiques alimentaires plus responsables. La valorisation de la cuisine traditionnelle est essentielle pour augmenter la diversification de la demande de produits locaux et encourager des méthodes de production respectueuses de l'environnement.

Les produits contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

Contributeur à l'objectif spécifique 1 :

- 1.1 Capacités des acteurs publics et privés des trois Territoires renforcées dans l'organisation et la structuration des filières vertes et bleues, prioritaires pour une autonomie alimentaire durable, y compris les aspects liés au suivi et à la sécurisation de la ressource.
- 1.2 Capacités des acteurs publics et privés des trois Territoires, renforcées dans le développement de nouvelles filières de transformation agricoles, halieutiques et aquacoles durables .
- 1.3 Capacités du secteur privé, des producteurs, des institutions de recherche et des autorités publiques, renforcées pour la mise en place de schémas de développement de productions intermédiaires (intrants agricoles et aquacoles) de manière concertée au bénéfice des trois Territoires.
- 1.4 Capacités du secteur privé, des producteurs, des institutions de recherche, de la société civile et des autorités publiques renforcées dans la promotion et la mise en place de pratiques et modèles d' économie circulaire comme moteur d'une agriculture, d'une pêche et d'une aquaculture durables sur les trois territoires

Contributeur à l'objectif spécifique 2 :

- 2.1 Capacités des autorités locales, du secteur public et privé, de la communauté éducative, de la société civile, des structures coutumières et culturelles renforcées dans la sensibilisation et l'accompagnement de la population, notamment le public scolaire, à une alimentation saine et durable et à la pratique d'une activité physique régulière sur les trois Territoires.
- 2.2 Offre de produits locaux et d'aliments sains accessibles de manière inclusive à la population des trois territoires, augmentée de manière significative.
- 2.3 Capacités des intervenants publics et privés améliorées sur les 3 territoires dans la mise en œuvre concertée de procédures de réduction des déchets alimentaires à la consommation
- 2.4 Capacités des acteurs publics et privés des filières prioritaires renforcées dans la lutte contre les zoonoses, de biosécurité, de protection des végétaux et d'amélioration d'hygiène alimentaire sont mis en place dans les trois territoires.

3.2 Activités indicatives

Les **activités du produit 1.1** visent à renforcer l'organisation et la structure des filières de production alimentaire prioritaires pour améliorer l'autonomie alimentaire des trois territoires (filières agricoles, halieutiques et aquacoles). Ces activités se concentreront sur l'amélioration de l'efficacité, de la durabilité et de l'équité des chaînes alimentaires,

en tenant compte des contextes environnementaux, sociaux et économiques spécifiques aux territoires et en reconnaissant l'importance de la production familiale/artisanale et celle du rôle des femmes dans ces contextes. Les principaux éléments de cette approche incluront un soutien direct (subventions, formations) aux intervenants des filières aux niveaux de :

- (1) la production primaire avec une priorité pour les pratiques de production durables et écologiques, y compris la promotion de labels qualitatifs et biologiques, le contrôle des risques biosanitaires et des espèces invasives, la conservation de la biodiversité locale (dans les sols agricoles et les milieux lagunaires) et la lutte contre la dégradation des milieux (y compris la réhabilitation des sols et des lagunes ainsi que l'adaptation au changement climatique). Pour ce dernier point, le projet bâtira sur l'expérience du projet PROTEGE dans le domaine de l'agroforesterie et de la lutte contre les espèces invasives.
- (2) la transformation avec une priorité pour l'optimisation des procédés pour réduire les déchets et améliorer la qualité nutritionnelle des produits finis ;
- (3) la distribution avec une priorité pour l'amélioration de l'efficacité logistique, promotion des circuits courts, plateformes de commercialisation locales, réduction de l'empreinte carbone et pertes alimentaires (le remplacement des produits importés par des produits locaux réduira considérablement les émissions de carbone) ;
- (4) du développement de politiques et régulations pour soutenir chaque étape de la filière, en respectant les normes environnementales, sociales et économiques telles que décrites en section 3.3 ;
- (5) l'intégration de technologies nouvelles, douces, flexibles et économes en ressources pour augmenter la durabilité et l'efficacité des chaînes alimentaires. Le projet établira un lien solide avec les initiatives de recherches entreprises par les organismes de recherche présents dans les trois territoires ou dans les pays de la région.

Vu l'exhaustivité et complexité de cette approche filière, et afin de s'assurer une utilisation efficiente des ressources du projet en vue de ses objectifs ambitieux, **il est impératif que le nombre de filières prioritaires supportées par le projet reste gérable et probablement limité à un maximum de deux à trois par territoire** (si possible communes aux trois territoires), tout en conservant un équilibre vert-bleu et un objectif d'autonomie alimentaire. Ce processus de sélection des filières sera réalisé en phase de démarrage du projet.

Les **activités liées au produit 1.2** visent à diversifier l'offre alimentaire dans les trois territoires en développant de nouvelles filières agricoles, halieutiques et aquacoles durables sur les trois territoires tout en contribuant à la réduction de l'empreinte carbone liée aux importations alimentaires.

Les principaux éléments de cette approche seront similaires au produit 1.1 mais mettra davantage l'accent sur les éléments d'expérimentation et d'innovation, tout en étant limitée dans ses ambitions par les contraintes temporelles et financières liées à cette action. Les éléments transversaux décrits en 3.3 seront également des critères de sélection des nouvelles filières à développer.

Les **activités liées au produit 1.3** permettront le développement de productions intermédiaires (intrants) locales en agriculture et aquaculture afin de réduire les coûts production, améliorer la durabilité des filières, renforcer l'économie locale, augmenter la participation des femmes dans ces filières, diminuer l'empreinte carbone liée au transport et une utilisation optimisée des ressources locales. Cela permettra également de renforcer la résilience des filières alimentaires en réduisant la dépendance actuelles intrants importés.

Les activités se concentreront sur la recherche et expérimentation locales, sur la production de semences, de matériel génétique agricole et aquacole, et d'aliments pour animaux/poissons, avec un accent particulier sur la production locale de matières premières et le développement de systèmes intégrés comme l'aquaponie. Les transferts de technologie avec les pays du Pacifique et l'Union européenne seront encouragés (intégration régionale). Des partenariats entre producteurs, coopératives, institutions de recherche, secteur public et privé, y compris des partenariats publics-privés, seront mis en avant pour développer une chaîne d'approvisionnement intégrée et efficace.

Pour des raisons techniques et d'économie d'échelle, le soutien au développement de productions intermédiaires locales ne sera pas limité aux filières prioritaires mais concernera toutes les filières de production alimentaire locales.

Les **activités liées au produit 1.4** visent à établir une économie circulaire pour soutenir une agriculture, une pêche et une aquaculture durables sur les trois territoires. Cela implique une approche intégrée prenant en compte les spécificités locales et les principes de durabilité et de circularité. Les étapes clés incluent l'évaluation, la mise à disposition d'outils de suivi et la sécurisation des ressources locales vertes et bleues, l'étude d'impact environnemental des pratiques actuelles, le développement de systèmes intégrés d'agriculture régénérative et d'aquaculture et de pêche durables, la valorisation des déchets par recyclage ou compostage, et la promotion de l'économie de fonctionnalité, comme le partage de matériel agricole en coopératives.

Les activités financées encourageront la collaboration entre agriculteurs et agricultrices, pêcheurs, chercheurs, collectivités et entreprises pour développer des solutions circulaires et pour mutualiser leurs activités, renforceront les coopérations entre les autorités à différents niveaux pour aligner les politiques avec les objectifs de l'économie circulaire, et soutiendront les autorités territoriales dans l'éducation et la sensibilisation aux pratiques durables et circulaires.

Les **activités liées au produit 2.1** viseront à sensibiliser les populations des trois territoires à une alimentation saine et durable. Elles supporteront l'intégration de la nutrition dans les curricula scolaires, en apportant par exemple un support technique et une aide à l'investissement pour les cantines scolaires ou en organisant des ateliers pratiques de cuisine et de jardinage dans le milieu scolaire ou, encore, un soutien aux établissements scolaires engagés dans une démarche de qualité (label école en santé). Elles permettront de développer la formation de la communauté éducative et la création d'outils pédagogiques pour la sensibilisation de l'ensemble de la population. En parallèle, les parents et familles seront associés à ces activités au travers de sessions d'information, de participation aux ateliers pratiques et de guides pratiques pour les encourager à adopter de meilleures habitudes alimentaires. Pour le grand public, des campagnes de sensibilisation via les médias sociaux et traditionnels, ainsi que des journées thématiques dédiées à la santé, seront mises en place pour informer le grand public. Les associations de consommateurs et autres acteurs de la société civile, du secteur privé et/ou du monde culturel/coutumier seront associées étroitement à cet effort de sensibilisation.

Le programme pourra apporter un support à la définition de normes et de recommandations de consommation au bénéfice d'une alimentation saine et de la sensibilisation de la population.

Les activités liées à ce produit incluront également la promotion de l'activité physique régulière, en renforçant les cours d'éducation physique et/ou en supportant la participation aux clubs et équipes sportives scolaires. Des infrastructures sur terre et/ou en mer telles que des parcs, des espaces de jeux, des pistes cyclables et des sentiers de randonnée pourront aussi être développées pour faciliter l'activité physique.

Les **activités liées au produit 2.2** viseront à augmenter l'accès à une alimentation saine, équilibrée, locale et durable pour la population des trois territoires. Cela nécessitera des mesures favorisant les achats locaux au travers de subventions appuyées éventuellement par les collectivités publiques. Parallèlement, favorisant l'accès aux plus pauvres de la population - , des campagnes de sensibilisation seront organisées pour promouvoir des achats locaux, et la promotion de labels de qualité pour garantir l'origine et la durabilité des produits locaux. Les politiques de soutien à l'agriculture urbaine et périurbaine seront également mises en avant.

Le programme pourra aussi apporter un support à l'accessibilité financière et physique à une alimentation saine des populations les plus marginalisées ou fragiles grâce au renforcement des politiques publiques de subventions pour les familles à faible revenu. De plus, et à l'amélioration des repas dans les cantines scolaires sera priorisée en utilisant des produits locaux. Le développement d'épiceries solidaires, de magasins coopératifs de producteurs et de points de

vente de proximité, ainsi que les ventes directes entre producteurs et consommateurs, seront encouragés pour assurer une meilleure distribution plus efficace et inclusive des aliments sains.

Enfin, l'action apportera un soutien logistique et éducatif essentiel. Le fonctionnement des cuisines centrales sera amélioré, et la création de marchés de producteurs locaux sera encouragée. Des programmes d'éducation nutritionnelle et culinaire seront financés pour sensibiliser la population à l'importance d'une alimentation équilibrée. Par ailleurs, des jardins communautaires seront créés et soutenus, et des initiatives de redistribution alimentaire seront mises en place pour réduire le gaspillage alimentaire et améliorer l'accès à une alimentation saine. Ces actions concrètes et ciblées permettront de renforcer l'autonomie alimentaire des territoires et d'améliorer la qualité de vie des habitants. Enfin, un soutien sera apporté à la création de marchés de producteurs locaux, et à l'éducation nutritionnelle et culinaire.

Les **activités liées au produit 2.3** cibleront la promotion des procédures de réduction des déchets alimentaires à la consommation. Les activités proposées incluront la sensibilisation et l'éducation par des campagnes médiatiques, des événements communautaires et des programmes éducatifs, des ateliers pratiques sur la planification des repas, la conservation des aliments et des techniques de cuisine pour minimiser les déchets. La gestion des restes alimentaires sera adressée par des recettes anti-gaspillage et le développement d'applications mobiles (similaires à To Good To Go). En parallèle, des initiatives d'infrastructure et de logistique telles que la collecte et la redistribution des surplus alimentaires via des partenariats avec des banques alimentaires et la mise en place de programmes de compostage seront mises en œuvre.

La collaboration interterritoriale, les partenariats publics-privés et l'engagement des parties prenantes locales renforceront ces efforts, facilitant le partage des meilleures pratiques et l'innovation en matière de réduction des déchets alimentaires.

Les **activités liées au produit 2.4** incluront le développement et/ou renforcement de la surveillance épidémiologique avec des systèmes de surveillance et des bases de données partagées, des inspections sanitaires régulières, et des certifications pour les pratiques d'hygiène et de sécurité alimentaire. L'amélioration des pratiques agricoles et de l'élevage, y compris aquacole, passe par des programmes de formation pour les agriculteurs et agricultrices, et les aquaculteurs, des contrôles vétérinaires réguliers et la mise en œuvre de mesures strictes de biosécurité.

Des efforts seront également faits pour promouvoir les bonnes pratiques de fabrication dans la production alimentaire, support aux infrastructures biosécuritaires, et offrir des formations sur l'hygiène alimentaire. Des campagnes de sensibilisation et des programmes éducatifs seront lancés pour informer le public et les professionnels des risques liés aux zoonoses. Afin de soutenir une production alimentaire saine, la mise en œuvre des plans de sécurité sanitaire des eaux sera supportée sur les territoires concernés. Enfin, la collaboration entre les gouvernements, le secteur privé, les ONG, ainsi que les partenariats internationaux, sera essentielle pour échanger des bonnes pratiques et développer des stratégies communes, soutenues par un suivi et une évaluation réguliers des mesures mises en place (réseaux « one health »)

Les activités relatives au produit 2.4 seront concentrées et liées aux filières de production prioritaires sous les produits 1.1 et 1.2.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

La lutte contre et l'adaptation face au changement climatique, la préservation de l'environnement, la conservation de la biodiversité et l'accès abordable à une alimentation saine pour tous, constituent des piliers essentiels du développement de systèmes alimentaires durables et résilients face au climat.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être pris en considération au cours de la conception.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie B (pour laquelle une EIE sera réalisée).

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque (le risque climatique sera pris en considération dans le cadre d'une EIE).

Lors de la planification des activités, il est crucial de prendre en compte les principaux risques climatiques suivants : La vulnérabilité aux événements météorologiques extrêmes, tels que les cyclones, tempêtes et inondations, peut causer des dommages significatifs aux outils de production, au milieu naturel et aux chaînes de distribution. Ces événements extrêmes peuvent entraîner des perturbations majeures, nécessitant des mesures d'adaptation pour minimiser leurs impacts et assurer la continuité des activités.

Par ailleurs, les émissions de gaz à effet de serre et les changements d'occupation des sols représentent un autre risque important. Sans mesures préventives adéquates, l'augmentation de la production alimentaire, qu'elle soit terrestre ou marine, peut entraîner une hausse des émissions de CO₂ et de méthane. De plus, le défrichement ou la mise en culture plus intensive contribue au déstockage du carbone organique et réduit la capacité de séquestration du carbone. Il est donc essentiel d'adopter des pratiques agricoles durables pour atténuer ces effets et protéger l'environnement.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique au démarrage la réalisation d'une analyse genre par territoire et par secteur d'activités afin de définir les activités à entreprendre afin d'assurer que les hommes et les femmes soient participants et bénéficiaires des actions et activités au même titre. Cela passera par l'accès des femmes aux outils de production (terres, crédits, technologies, intrants...) et aux opportunités de formation ; à encourager les femmes à prendre des rôles de leadership dans les coopératives agricoles et les organisations professionnelles ; à encourager l'entrepreneuriat féminin et la création de réseaux de commercialisation dirigés par des femmes ; à mettre en place des politiques et des programmes spécifiques pour réduire les disparités entre les sexes dans le développement

des filières de production alimentaire. L'action sera également informée par le Plan d'action pour l'égalité de genre de l'UE 2021-2025 (GAP III).³

Droits de l'homme

L'intégration des droits de l'homme dans le développement de filières alimentaires durables est essentielle pour créer un système alimentaire juste, équitable et durable. Cela impliquera :

- Au niveau des systèmes de production, d'assurer un accès équitable aux ressources naturelles (droit à la terre et droit à l'eau), des conditions de travail décentes tout au long des filières, un respect des droits coutumiers et communautaires avec une implication des communautés locales dans la prise de décision et planification des projets, des programmes de formation spécifiques aux différentes communautés-groupes ethniques-personnes marginalisées...
- Au niveau consommation, d'élaborer des politiques visant à garantir la sécurité alimentaire pour tous, en mettant l'accent sur l'accès aux aliments nutritifs et abordables, ainsi que de soutenir la souveraineté alimentaire en promouvant la production locale et durable, en protégeant les savoirs traditionnels et en diversifiant les sources d'alimentation. Quand le contexte le permettra, ce dernier point conduira à l'établissement de labels et certifications clairs et fiables garantissant que les produits alimentaires respectent les normes éthiques et durables.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique qu'aucune activité spécifique relative au handicap n'a été incluse dans l'action ; cependant, quand possible, cet élément sera pris en compte dans l'adaptation de certaines activités ou dans la sélection de groupes cibles.

Réduction des inégalités

Conformément au Marqueur d'Inégalités, cette Action a été notée comme I-1. La réduction des inégalités est un objectif important. L'Action prendra devra prendre en compte les différences en pouvoir d'achat et en accessibilité aux ressources et moyens de production dans chacun des PTOM., en assurant que les bénéfices du programme reviennent également aux populations les plus marginalisées. Le programme apportera notamment un support à l'accessibilité financière et physique à une alimentation saine grâce au renforcement des politiques publiques de subventions pour les familles à faible revenu.

Démocratie

Le respect des principes et pratiques de la démocratie dans la prise de décision sont des piliers essentiels de la mise en œuvre de cette action. Il est crucial de garantir des processus démocratiques transparents, inclusifs et responsables tout au long de la chaîne alimentaire, depuis la production jusqu'à la consommation. Cela implique également de favoriser l'éducation et la sensibilisation des populations sur les enjeux liés à l'alimentation durable et de créer des espaces de débat et de dialogue où les voix de tous peuvent être entendues.

³ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_20_2184
Le GAP III n'est, néanmoins, pas directement applicables aux PTOMs.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'action devra se conformer lors de sa mise en place aux réalités administratives complexes par PTOM, en prenant en compte les sensibilités politiques, sociales et culturelles, notamment la participation inclusive des instances coutumières dans la gouvernance du programme.

Réduction des risques de catastrophes

Les trois PTOM sont confrontés à divers défis, notamment ceux liés au climat, aux changements climatiques, à leur insularité et à leur dépendance vis-à-vis des importations. Cette initiative vise à atténuer ces risques en renforçant la résilience des communautés qui dépendent de l'agriculture et de la production alimentaire. En favorisant la production et la consommation locales d'aliments sains et durables, elle contribuera à réduire la vulnérabilité face à la dépendance alimentaire. Cette approche impacte à la fois les importations d'aliments et les intrants agricoles importés. L'action vise à créer de la valeur en s'appuyant principalement sur les ressources physiques disponibles localement et sur les connaissances et le savoir-faire issus des traditions locales et régionales.

Autres considérations, le cas échéant

L'implication des jeunes dans le développement des filières alimentaires dans les trois territoires est essentielle pour en assurer la durabilité, le développement d'innovations, un changement des habitudes de consommation alimentaire, la résilience économique et la préservation culturelle. Les jeunes apporteront une perspective nouvelle, de l'énergie et des compétences technologiques qui sont cruciales pour relever les défis actuels et futurs de ces régions insulaires. Encourager et soutenir leur participation se fera au travers de la création d'opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes dans les secteurs de la production alimentaire (entre autres par la diversification des filières de production), ainsi qu'au travers d'une mobilisation des jeunes pour le développement d'une économie circulaire dans le cadre des filières alimentaires. Les jeunes seront aussi sensibilisés à l'importance des productions et consommations durables, devenant ainsi devenir le moteur d'un changement de la consommation et habitudes alimentaires au niveau de leurs communautés.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
2- planification, processus et systèmes	Coopération régionale dysfonctionnelle	Faible	Moyen	Dialogue continu et approche participative et inclusive Renforcement des instances de concertation au niveau politique (COPIL) et technique

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
2- planification, processus et systèmes	Manque de portage institutionnel et politique. Divergence des politiques et des actions menées par les acteurs par rapport aux objectifs de l'action. Faible adhésion des parties prenantes	Moyenne	Élevé	Renforcement du dialogue sectoriel et inclusion des tous les acteurs dans les instances de dialogue et concertation
1- l'environnement externe	Démobilisation et émigration de la population jeune	Moyen	Moyen	Mise en place d'incitations pour favoriser l'emploi des jeunes à toutes les étapes de la chaîne alimentaire et sensibilisation et formation pour les encourager à s'engager dans la chaîne de production alimentaire
4 - légalité et régularité	Cadre juridique et réglementaire des droits fonciers limite l'investissement dans une logique de verdissement et bluissement	Moyen	Moyen	Dialogue politique soutenu pour réviser et clarifier les cadres juridiques fonciers. Renforcement des structures juridiques pour encourager les investissements dans les systèmes agricoles et aquacoles
1- l'environnement externe	Influence dominante négatives des importateurs et des centrales d'achat	Élevé	Élevé	Dialogue avec les autorités pour garantir l'impact positif des initiatives sur la disponibilité et le prix des denrées alimentaires. Promotion de mécanismes de commercialisation locaux et de circuits courts. Sensibilisation des consommateurs à l'importance de soutenir les producteurs locaux

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
1- l'environnement externe	Élections et changements politiques qui peuvent entraîner une modification des politiques publiques et des priorités	Faible (PF/WF) Élevé (NC)	Faible (PF/WF) Élevé (NC)	Dialogue politique soutenu Pour la Nouvelle-Calédonie, vu les événements de mai-juin 2024, une revue du Plan de Transition Alimentaire sera probablement nécessaire.
<p>Enseignements tirés :</p> <p>Les enseignements reposent principalement sur les leçons apprises et les recommandations des évaluations des programmes précédents, notamment de l'évaluation à mi-parcours du programme PROTEGE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte l'importance d'une approche inclusive, en se concentrant sur un nombre limité de thèmes prioritaires clés, en évitant la dispersion/fragmentation des actions qui peuvent nuire à l'efficacité et l'efficacité des activités. • Identifier clairement les rôles des parties prenantes et les mécanismes de mise en œuvre et de gouvernance • Limiter le nombre d'activités en assurant des budgets suffisants pour obtenir des résultats tangibles et maximiser les impacts • Prendre en compte les différences et la complexité des systèmes alimentaires des territoires • Utiliser un modèle pilote type "cuisine centrale" comme base à un écosystème intégré d'actions et en aval, pour assurer la pertinence dans l'organisation des filières locales, promouvoir l'économie circulaire, lutter contre le gaspillage alimentaire et induire des changements des comportements alimentaires. • Poursuivre le soutien aux processus déjà engagés ou renforcés dans le cadre de PROTEGE, comme l'accompagnement des filières agricoles biologiques. • Assurer une évaluation solide des partenaires de mise en œuvre et des partenaires locaux • Utiliser les critères objectifs dans le choix des parties prenantes impliquées dans la gouvernance et la mise en œuvre afin de renforcer l'ancrage territorial et institutionnel du projet et favoriser l'appropriation locale du projet. 				

3.5 Logique d'intervention

Cette action vise à transformer les systèmes alimentaires des PTOM du Pacifique pour les rendre plus durables, résilients et équitables, permettant ainsi à leurs populations d'accéder à une alimentation saine et de qualité. Actuellement, les PTOM du Pacifique dépendent fortement des importations pour leur consommation alimentaire (entre 70% et 90% de leurs besoins alimentaires sont couverts par les importations). Cette dépendance est principalement due à une production locale insuffisante et à un problème d'accessibilité économique, géographique et saisonnière à ces produits. Ces éléments sont eux-mêmes liés à un manque d'outils de production et à une forte dépendance aux intrants importés.

Cette situation rend les PTOM vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux des denrées alimentaires et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ce qui peut entraîner une insécurité alimentaire en période de crise, en particulier pour les populations les plus pauvres. De plus, la consommation élevée d'aliments importés, souvent

transformés et riches en sucre, en sel et en gras, contribue à des problèmes de santé nutritionnelle significatifs dans les trois territoires. Le transport des produits alimentaires et des intrants sur de longues distances a également un impact environnemental négatif significatif.⁴

Pour y remédier, une stratégie à deux axes sera mise en œuvre. Le premier axe vise à développer une production alimentaire durable, résiliente, valorisée et diversifiée. Le second axe se concentre sur la promotion d'une consommation alimentaire durable et saine. Un accompagnement sera également proposé aux autorités territoriales, via l'assistance technique, pour les aider à mettre en place des mesures politiques et juridiques adaptées aux enjeux et spécificités socioéconomiques de la transition alimentaire.

L'axe de production ciblera le renforcement et/ou le développement de filières de production agricoles, aquacoles et halieutiques clés afin d'assurer une autonomie alimentaire accrue et une diversification nutritionnelle dans les trois territoires. Il interviendra stratégiquement à différents niveaux des filières (intrants, production, transformation, commercialisation) en s'appuyant sur des principes d'agriculture et de pêche durables et responsables, tels que ceux du Pacte Vert de l'Union européenne, y compris les principes d'économie circulaire.

Ces interventions devraient aboutir à une augmentation et à une diversification de la production alimentaire locale, une amélioration des infrastructures de transformation alimentaire, et une adoption généralisée des pratiques d'économie circulaire. Les impacts escomptés sont une sécurité alimentaire accrue grâce à une plus grande autonomie alimentaire, une réduction de la vulnérabilité aux fluctuations des prix mondiaux et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ainsi qu'une réduction des émissions de gaz à effet de serre et une meilleure gestion des ressources naturelles. Les hypothèses sous-jacentes à ce volet incluent l'adoption des nouvelles pratiques par les acteurs locaux, des conditions climatiques favorables à la mise en œuvre des activités prévues, et un soutien continu des autorités locales et des collectivités.

L'axe de consommation visera à sensibiliser et accompagner la population vers une alimentation saine, locale et durable, des niveaux scolaires aux familles et à la restauration collective. Cet accompagnement inclura des actions pour réduire les déchets alimentaires et valoriser les surplus selon les principes de l'économie circulaire. La promotion de l'activité physique sera également intégrée pour lutter contre les maladies non transmissibles. Enfin, des mesures seront prises pour lutter contre les zoonoses présentes dans les territoires et renforcer l'hygiène alimentaire, en soutien aux politiques publiques existantes.

Les réalisations prévues incluent une sensibilisation accrue des consommateurs aux pratiques alimentaires durables et à la nutrition, une accessibilité améliorée des produits locaux et sains pour toute la population, une réduction significative des déchets alimentaires, et une adoption de pratiques alimentaires plus responsables et durables. Les impacts escomptés sont une amélioration de la santé publique grâce à une meilleure nutrition, une réduction des impacts environnementaux liés à la consommation alimentaire, et une meilleure gestion des risques sanitaires et alimentaires. Les hypothèses sous-jacentes à ce volet incluent une bonne réception des initiatives de sensibilisation par les communautés locales, des infrastructures de distribution et des politiques de soutien adéquates pour augmenter l'accessibilité des aliments locaux, et une collaboration effective et continue entre les différents acteurs publics et privés.

Cette action s'inscrira dans le cadre des plans de transition alimentaire des trois territoires. L'approbation, le financement public et la mise en œuvre effective de ces plans constituent l'hypothèse principale de cette action. Des enjeux transversaux, tels que la lutte contre le changement climatique, la préservation de l'environnement, l'exploitation durable des ressources naturelles, la conservation de la biodiversité et l'accès abordable à une alimentation saine pour tous, sont des piliers essentiels du développement de systèmes alimentaires durables. Dans le contexte spécifique des PTOM du Pacifique, une attention particulière sera accordée à l'inclusion sociale, notamment à l'autonomisation des femmes et des filles dans les systèmes alimentaires, conformément au GAP III. Il sera également primordial de préserver et valoriser les connaissances et pratiques traditionnelles locales, tout en garantissant un accès égal aux ressources et aux opportunités pour tous. Par ailleurs, des mesures incitatives viseront à impliquer les jeunes dans les filières alimentaires, contribuant ainsi à leur durabilité.

⁴ <https://librairie.ademe.fr/ged/7213/rapport-alimentation-durable-outr-mer.pdf>

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d’activités)

Résultats	Chaîne des résultats: Principaux résultats attendus	Indicateurs: (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Accélérer la transition des PTOM du Pacifique vers des systèmes alimentaires durables, équitables, résilients, respectueux de l’environnement et de la santé humaine.	<ol style="list-style-type: none"> Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable (ODD 2.4.1) Incidence des maladies non transmissibles (MNT) (ODD 3.4) Réduction des émissions de gaz à effet de serre à l’échelle de l’économie (ODD 13 & CREM 2.7)Proportion de la population satisfaite par son alimentation (disponibilité, accessibilité, habitudes socio-culturelles) Proportion de la population satisfaite par son alimentation (disponibilité, accessibilité, habitudes socio-culturelles) Taux d’autosuffisance alimentaire (PIP OS1) * Proportion of land that is degraded over total land area (ODD 15.3.1) aux d’autosuffisance alimentaire (PIP⁵ OS1). 	<ol style="list-style-type: none"> Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre Id NC (2016) : 0 PF (2010) : 0 WF (2016) : 0 Seront définies pendant la phase de démarrage Seront définies pendant la phase de démarrage Seront définies pendant la phase de démarrage 	<ol style="list-style-type: none"> Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre Id NC (2030) : -11.7 % PF (2030) : 3.7 % WF (2030) : 20% Seront définies pendant la phase de démarrage Seront définies pendant la phase de démarrage Seront définies pendant la phase de démarrage 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des Instituts des statistiques et des directions techniques des territoires Rapports IEOM Rapport Ministère de la Transition Écologique Rapport ODD Agenda 2030 Baromètres ASSNC⁶ - OMS Etude satellitaire 	Non applicable
Réalisation 1	1. Durabilité, résilience, valorisation et diversification de la production alimentaire	1.1. Ecosystèmes agricoles, pastoraux, aquacoles at halieutiques où des pratiques de gestion durable ont été	Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre	Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Rapports IEOM Rapports des organismes certificateurs 	La stabilité sociale, politique et sécuritaire est maintenue sur

⁵ Les valeurs de référence des indicateurs hérités du cadre d’intervention du Programme Indicatif Pluriannuel (PIP) auront besoin d’être

⁶ Agence Sanitaire de la Nouvelle-Calédonie

	renforcées dans les 3 territoires	<p>introduites (hectares) (CREM 2.2) **</p> <p>1.2. Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) mettant en œuvre des pratiques de consommation et production durables avec le soutien de l'UE (CREM 2.6 ** & PIP OSI*)</p> <p>1.3. Nombre (ou %) de producteurs certifiés, ou engagés dans les démarches de certification, en production durable (bio, responsable, MSC/ASC...) ⁷</p> <p>1.4. Taux d'adoption de pratiques innovantes telles que la rotation des cultures, l'agroforesterie, et l'intégration de l'élevage et de la culture, aquaponie, polyculture, etc.</p> <p>1.5. Pourcentage de volume d'eau utilisé pour la production des systèmes alimentaires ⁸</p> <p>1.6. Zones (ha) marines sous protection ou sous gestion durable (CREM 2.8) **</p> <p>1.7. Pourcentage de femmes et de jeunes de moins de 30 ans patentés dans le secteur primaire.</p> <p>1.8. Taux de recyclage des déchets organiques</p>			<ul style="list-style-type: none"> - Rapport des directions techniques des territoires - Rapport du projet 	<p><i>les trois territoires</i></p> <p><i>L'engagement politique des territoires vis-à-vis des principes d'économie verte et bleue est maintenu</i></p> <p><i>Aucun événement climatique majeur/extrême ou catastrophe naturelle ne vient affecter les trois territoires.</i></p> <p><i>Les infrastructures (eau, énergie, transport) nécessaires au développement de pratiques durables sont disponibles et fiables.</i></p>
--	-----------------------------------	---	--	--	--	---

⁷ Dans les PTOMs où les processus de certification existent (PF & NC)

⁸ Indicateur hérité du projet PROTEGE

		<p>(agricoles, élevages, aquacoles, pêche) dans les exploitations, appuyées par le programme (PIP OS1) *</p> <p>1.9. Pourcentage de production maraîchère, aquacole et animale à partir de matériel génétique produit localement ou régionalement (%)</p> <p>1.10. Nombre total de différentes variétés/espèces en production (agricoles, animales et aquacoles) par région/archipel/province</p> <p>1.11. Pourcentage de producteurs ayant mis en place des bonnes pratiques agricoles (BPA) pour le renforcement de la biosécurité dans leurs exploitations (FAO)</p> <p>1.12. Système de suivi de la qualité des sols par le développement et la mise en place de méthodes basées sur les plantes bio-indicatrices.</p>				
Réalisation 2	2. Accès à une consommation alimentaire durable, responsable, saine et davantage ancrée dans les connaissances traditionnelles accru sur les trois Territoires	<p>2.1. Taux de population en surpoids dans les territoires (<i>désagrégé par niveau de revenu, sexe, âge, statut handicap, ethnicité, territoire de résidence</i>) (PIP OS2) *</p> <p>2.2. Pourcentage de la population en capacité de choisir où et quoi acheter, préparer, cuisiner, conserver et manger / en quantité, qualité, diversité et sans risque sanitaire désagrégée par</p>	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i>	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Statistiques territoriales - Rapports de projet - Baromètre Santé Adulte (BSA) - Observatoire des ressources marines - Observatoires de l'alimentation 	<p><i>La stabilité sociale, politique et sécuritaire est maintenue sur les trois territoires</i></p> <p><i>La coopération régionale est renforcée</i></p> <p><i>L'engagement des territoires vis-à-vis des</i></p>

		<p>niveau de revenu, sexe, âge, statut handicap, ethnicité, territoire de résidence.</p> <p>2.3. Nombre de cas de zoonoses signalés et documentés dans les territoires</p> <p>2.4. Taux de conformité des analyses bactériologiques réalisées sur les réseaux d'eau ⁹</p> <p>2.5. Nombre d'établissements scolaires ayant obtenu une certification du dispositif « école en santé » *</p> <p>2.6. Nombre d'élèves inscrits dans le dispositif « 30 minutes d'activité physique quotidienne »</p> <p>2.7. Volume de tri de résidus alimentaires</p> <p>2.8. Proportion d'exploitations et d'unités de transformation agricoles, animales et aquacoles inspectées respectant les normes sanitaires en vigueur.</p>				<p><i>principes de développement inclusif et équitable est maintenu</i></p> <p><i>es conditions économiques et politiques restent stables pour permettre la mise en œuvre continue des activités du projet.</i></p> <p><i>Les conditions climatiques sont adéquates pour soutenir la production alimentaire locale et garantir la disponibilité des produits locaux.</i></p>
<p>Produit 1</p> <p>lié à la réalisation 1</p>	<p>1.1. Capacités des acteurs publics et privés des trois Territoires renforcées dans l'organisation et la structuration des filières vertes et bleues prioritaires vers une autonomie alimentaire durable, y</p>	<p>1.1.1 Nombre de petits exploitants agricoles et aquacoles ayant bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité foncière (désagrégées par niveau de</p>	<p><i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i></p> <p><i>Désagrégation par sexe et âge et</i></p>	<p><i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des partenaires de mise en œuvre - Rapports des départements techniques territoriaux 	<p><i>La stabilité sociale permet de mettre en œuvre les politiques sectorielles et les actions ;</i></p>

⁹ Indicateur hérité du projet PROTEGE

	compris les aspects liés au suivi et à la sécurisation de la ressource	<p><i>revenu, sexe, âge, statut handicap, ethnicité, territoire de résidence</i>) (CREM 2.1)</p> <p>1.1.2 Nombre de cadres des administrations publiques et parapubliques ayant bénéficié de formations et encadrement pour le développement de politiques et régulations favorables au développement des filières</p> <p>1.1.3 Nombre d'entreprises d'agro-transformation ayant bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, la qualité nutritionnelle des produits finis, et l'accès aux marchés (<i>désagrégées par niveau de revenu, sexe, âge, statut handicap, ethnicité, territoire de résidence</i>)</p> <p>1.1.4 Nombre d'individus ayant bénéficié de formation professionnelle en agriculture, élevage, aquaculture, pêche ou agroalimentaire avec le soutien de l'action (<i>ventilés par niveau de revenu, sexe, âge, statut handicap, ethnicité, et territoire de résidence</i>).</p> <p>1.1.5 Proportion de patentés du secteur primaire ayant eu accès à des crédits agricoles, à des subventions et à des ressources techniques de la part du programme, ventilés par sexe, âge et territoire (%).</p>	<i>territoire quand possible</i>		- Rapports des observatoires (santé - alimentation)	<p><i>Les trois territoires maintiennent leur support politique et budgétaire à leurs plans de transition alimentaires respectifs.</i></p> <p><i>L'accès à la ressource est maintenu pour toutes les catégories de la population.</i></p> <p><i>Les territoires restent épargnés par des événements climatiques majeurs ou par des catastrophes naturelles durant la période du programme</i></p> <p><i>Les ressources publiques nécessaires (financières, humaines, matérielles) pour la mise en œuvre des</i></p>
--	--	---	----------------------------------	--	---	---

		1.1.6 Nombre d'individus ayant suivi une formation sur les impacts de la dégradation des sols & milieux lagunaires et les modes de conservation-gestion durable des ressources de production.				<i>programmes éducatifs et de sensibilisation sont adéquates et effectivement mises à disposition.</i>
Produit 2 lié à la réalisation 1	1.2. Capacités des acteurs publics et privés des trois Territoires renforcées dans le développement de nouvelles filières de transformation agricoles, halieutiques et aquacoles durables	<p>1.2.1 Nombre de petits exploitants agricoles et aquacoles ayant bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité foncière sur de nouvelles filières (désagrégées par niveau de revenu, sexe, âge, statut handicap, ethnicité, territoire de résidence) (CREM 2.1)</p> <p>1.2.2 Nombre d'unités de transformation (agri / pêche/ élevage) agréées soutenues par l'UE</p> <p>1.2.3 Nombre d'individus ayant bénéficié de formation / encadrement sur les pratiques innovantes de production (agricole, animale et aquacole) et transformation alimentaire, avec le soutien de l'action, ventilés par sexe, âge, et territoire.</p> <p>1.2.4 Nombre de producteurs ayant complété un cycle de formation dans la lutte contre les espèces invasives</p> <p>1.2.5 Nombre d'acteurs des filières alimentaires</p>	<p><i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i></p> <p><i>Désagrégation par sexe et âge quand possible</i></p>	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des partenaires de mise en œuvre - Rapports des départements techniques territoriaux 	<p><i>Les normes, législations et pratiques relatives à la production alimentaire, à l'hygiène alimentaire, à la gestion des déchets et à la consommation alimentaire sont maintenues et effectivement appliquées.</i></p>

		prioritaires ayant mis en place des mesures d'adaptation au changement climatique				
Produit 3 lié à la réalisation 1	1.3 Capacités du secteur privé, des producteurs, des institutions de recherche et des autorités publiques renforcées pour la mise en place de schémas de développement de productions intermédiaires (intrants agricoles et aquacoles) de manière concertée au bénéfice des trois territoires.	<p>1.3.1 Nombre d'expérimentations réalisées avec le soutien de l'action dans la production locale de semences, de produits bruts pour l'alimentation des animaux d'élevage et d'aquaculture, d'engrais, de matériel génétique agricole et aquacole.</p> <p>1.3.2 Nombre d'initiatives de partenariat entre producteurs, coopératives, institutions de recherche, secteur public et privé soutenues par l'action.</p> <p>1.3.3 Nombre de producteurs ayant complété un cycle de formation dans la lutte contre les espèces invasives</p> <p>1.3.4 Nombre d'acteurs des filières alimentaires prioritaires ayant mis en place des mesures d'adaptation au changement climatique</p> <p>1.3.5 Nombre d'échanges de technologies et de pratiques innovantes avec les pays du Pacifique et l'UE soutenus par l'action</p>	<p><i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i></p> <p><i>Désagrégation par sexe et âge quand possible</i></p>	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des partenaires de mise en œuvre - Rapports des départements techniques territoriaux 	
Produit 4 lié à la réalisation 1	1.4 Capacités du secteur privé, des producteurs, des institutions de recherche, de la société civile et des autorités publiques renforcées dans	1.4.1 Nombre de personnes formées avec le soutien de l'action et possédant des connaissances et/ou des compétences accrues sur les pratiques de l'économie	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i>	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des partenaires de mise en œuvre - Rapports des départements 	

	la promotion et la mise en place de pratiques et modèles d'économie circulaire comme moteur d'une agriculture, d'une pêche et d'une aquaculture durables, sur les trois territoires	<p>circulaire, ventilées par sexe, âge et secteur.</p> <p>1.4.2 Nombre de parties prenantes (consommateurs, entreprises et représentants de la société civile) touchées par les activités de sensibilisation à l'économie circulaire mises en place avec le soutien de l'action</p> <p>1.4.3 Nombre de projets multipartites ayant reçu le soutien de l'action pour développer des modèles d'économie circulaire</p> <p>1.4.4 Nombre de représentants des secteurs public, privé et de la société civile participant dans les plateformes et/ou mécanismes de dialogue sur l'économie circulaire financés par l'UE, ventilés par sexe et par secteur.</p>			techniques territoriaux	
Produit 1 lié à la réalisation 2	2.1. Capacités des autorités locales, du secteur public et privé, de la communauté éducative, de la société civile, des structures coutumières et culturelles renforcées dans la sensibilisation et l'accompagnement de la population, notamment le public scolaire, à une alimentation saine et durable et à la pratique d'une activité physique	<p>2.1.1 Nombre des participants dans les ateliers de sensibilisation thématiques, soutenus par l'action, dans les écoles, les établissements du 2nd degré, centres communautaires et autres lieux publics (<i>désagrégées par niveau de revenu, ventilés par sexe, âge, statut handicap, ethnicité, et territoire de résidence</i>)</p> <p>2.1.2 Nombre d'établissements scolaires soutenus par l'action inscrits dans le dispositif « école en santé »</p>	<p><i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i></p> <p><i>Désagrégation par sexe et, niveau de revenu, ethnicité, handicap, territoire de résidence et âge quand possible</i></p>	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des partenaires de mise en œuvre - Rapports des départements techniques territoriaux 	

	régulière, sur les trois Territoires	<p>2.1.3 Nombre d'éducateurs formés/encadrés avec le soutien de l'action et possédant des connaissances et/ou des compétences pédagogiques accrues sur l'alimentation saine et les l'exercice physique régulier, ventilées par sexe, âge et secteur.</p> <p>2.1.4 Nombre d'écoles primaires, d'établissements du second degré soutenus par l'action dans la démarche « 30 minutes d'activité physique quotidienne »</p> <p>2.1.5 Nombre d'aménagements à l'activité physique pour adultes par territoire avec le soutien de l'action</p>				
Produit 2 lié à la réalisation 2	2.2. Offre de produits locaux et d'aliments sains accessibles de manière inclusive à la population des trois Territoires, augmentée de manière significative	<p>2.2.1 N° de points de vente proposant des produits alimentaires locaux, durables et/ou labellisés établis avec le soutien de l'action.</p> <p>2.2.2 Nombre de jardins potagers mis en place (milieu urbain & péri-urbain) avec le soutien de l'action</p> <p>2.2.3 N° de cantines scolaires et de services de gamelles favorisant l'utilisation de produits locaux durables, avec le soutien de l'action.</p> <p>2.2.4 N° d'animateurs formés pour sensibiliser les adultes à une alimentation locale, saine et durable, ventilés par sexe, âge et territoire.</p>	<p><i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i></p> <p><i>Désagrégation par sexe et âge quand possible</i></p>	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des partenaires de mise en œuvre - Rapports des départements techniques territoriaux 	

Produit 3 lié à la réalisation 2	2.3. Capacités des intervenants publics et privés améliorées sur les 3 territoires dans la mise en œuvre concertée de procédures de réduction des déchets alimentaires à la consommation	2.3.1 Nombre de projets/programmes de valorisation des déchets alimentaires mis en place avec le soutien de l'action 2.3.2 Nombre de parties prenantes (consommateurs, entreprises et représentants de la société civile) touchées par les activités de sensibilisation sur la minimisation et valorisation des déchets alimentaires mises en place avec le soutien de l'action	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i> <i>Désagrégation par sexe et âge quand possible</i>	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des partenaires de mise en œuvre - Rapports des départements techniques territoriaux 	
Produit 4 lié à la réalisation 2	2.4. Capacités des acteurs publics et privés des filières prioritaires renforcées dans la lutte contre les zoonoses, la biosécurité, la protection des végétaux et l'amélioration d'hygiène alimentaire sur les trois territoires.	2.4.1 Nombre de personnes formées en prévention des zoonoses et en bonnes pratiques d'hygiène alimentaire avec le soutien de l'action, ventilé par sexe, âge et territoire. 2.4.2 Nombre de structures d'abattage ayant bénéficié du soutien de l'action per se mettre aux normes sanitaires 2.4.3 Nombre de producteurs ayant bénéficié du soutien de l'action pour la mise en place des bonnes pratiques agricoles (BPA) pour le renforcement de la biosécurité dans leurs exploitations (FAO) 2.4.4 Mesure dans laquelle un système d'évaluation des critères de qualité de fraîcheur et de qualité sanitaire des produits de la mer mis en vente, y compris dans les	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i> <i>Désagrégation par sexe et âge quand possible</i>	<i>Seront définies pendant le démarrage de la mise en œuvre</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des partenaires de mise en œuvre - Rapports des départements techniques territoriaux - Rapports des observatoires 	

		<p>circuits informels, est développé par l'action</p> <p>2.4.5 Nombre de représentants des secteurs public, privé et de la société civile participant dans les plateformes de partage de connaissances et développement des politiques sur l'hygiène alimentaire et la biosécurité, financés par l'action, ventilés par sexe et par secteur.</p>				
--	--	--	--	--	--	--

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec les trois territoires, à savoir la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis & Futuna.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.2 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Modalités de mise en œuvre : modalité de projet

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁰.

4.3.1 Gestion directe (marchés publics)

Les mesures d'appui technique et de gestion (appui à la coordination de l'action, renforcement des capacités, assistance technique aux acteurs étatiques et publics) seront mis en œuvre en gestion directe via un (ou plusieurs) contrat(s) de service attribué(s) de manière compétitive.

4.3.2 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une ou plusieurs entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission au moyen des critères suivants : capacité de gestion, expertise technique interne, expérience des PTOMs et des pays insulaires du Pacifique, ainsi qu'éventuellement, leur capacité à apporter une contribution à l'action et/ou une complémentarité avec les actions de l'Équipe Europe dans la région.

La mise en œuvre par cette ou ces entités implique la gestion et mise en place des activités, réalisations et subventions détaillées en section 3 et liées aux deux réalisations (objectifs spécifiques) de l'Action.

4.3.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Au cas où la modalité de gestion indirecte décrite dans la section 4.3.2 ne pourrait pas être mise en œuvre en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, l'option de remplacement pour la modalité de mise en œuvre serait une gestion directe via contrat(s) de subvention à une ou plusieurs entités à but non lucratif qui seront sélectionnées par les services de la Commission au moyen des critères suivants : capacité de gestion, expertise technique interne, expérience des PTOMs et des pays insulaires du Pacifique, ainsi qu'éventuellement,

¹⁰ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

leur capacité à apporter une contribution à l'action et/ou une complémentarité avec les actions de l'Équipe Europe dans la région.

4.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

Pour cette action plurinationale, les personnes physiques ressortissantes des pays et territoires suivants couverts par la présente action et les personnes morales effectivement établies dans ces pays et territoires sont également éligibles : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis- et- Futuna.

4.5. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
<i>OS1. Durabilité, résilience, valorisation et diversification de la production alimentaire renforcées dans les 3 territoires</i>	
Gestion indirecte – voir section 4.3.2	21 500 000
<i>OS2. Accès à une consommation alimentaire durable, responsable, saine et davantage ancrée dans les connaissances traditionnelles accru sur les trois Territoires</i>	
Gestion indirecte – voir section 4.3.2	12 000 000
Marché public (gestion directe) – voir section 4.3.1	2 000 000
Évaluation – voir section 5.2	500 000
Audit – voir section 5.3	
Provision pour dépenses imprévues	0
Totaux	36 000 000

4.6. Structure organisationnelle et responsabilités

La gestion et la coordination sectorielle de l'action incluront :

Un **comité de pilotage (COPIL)** qui se réunira au moins deux fois par an¹¹ pour analyser les progrès de l'action, discuter des questions stratégiques et fournir des orientations pour relever les défis de planification et mise en œuvre de l'action. La composition et le mandat du comité de pilotage seront finalisés par le Bureau de l'Union européenne pour les PTOM du Pacifique (Délégation de l'UE pour le Pacifique), en consultation avec le service compétent de la DG INTPA et les gouvernements des trois PTOM, suite à la signature de la convention de financement et des différents contrats. Le COPIL pourra inclure, sans y être limité : les représentants des Présidences de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française ainsi que du Préfet de Wallis- et- Futuna, les services techniques des trois territoires concernés par cette action (incluant pour la Nouvelle-Calédonie les représentants des trois provinces), le(s) partenaire(s) de mise en œuvre, un.e représentant.e du Bureau de l'Union européenne

¹¹ Une des deux réunions annuelles pourra se tenir de manière virtuelle. La seconde se tiendra de préférence en présentiel avec une rotation entre les trois territoires.

pour les PTOM du Pacifique, l'assistance technique, un.e représentant de la société civile par territoire et un représentant des associations professionnelles par territoire.

Ce dispositif de coordination et de dialogue favorisera les principes d'appropriation et d'harmonisation, d'alignement, de responsabilité mutuelle et de gestion axée sur les résultats.

Un **dispositif de suivi de mise en œuvre des opérations** qui assurera une revue trimestrielle sera organisée entre le Bureau de l'UE pour les PTOM, chacun des partenaires de mise en œuvre et les représentants des trois territoires, afin de mettre en place un suivi rapproché des activités, aligner les activités avec le dialogue politique et sectoriel et assurer la coordination avec les autres partenaires techniques et financiers. Ce dispositif sera géré/supporté par l'équipe d'assistance technique.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

4.7. Conditions préalables [uniquement pour la modalité de projet]

N/A

5. MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le(s) partenaire(s) chargé(s) de la mise en œuvre met(tent) en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Tous les suivis et rapports doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte la réduction des inégalités.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Un **cadre de suivi évaluation** sera établi par lequel :

- L'équipe d'assistance technique assurera un monitoring externe régulier de l'Action et sera chargée de mettre en place un cadre de suivi évaluation pour l'ensemble du programme et commun à tous les partenaires de mise en œuvre. ;
- Le suivi sera basé sur les indicateurs de la matrice du cadre logique, ventilés par Territoire/province/archipel, par genre, par tranche d'âge ou autre critère transversal jugé important. Pour cela, les indicateurs des plans de transition alimentaire des trois territoires, du cadre de résultats Europe dans le monde (CREM), des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et les indicateurs du plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP III, 2021-2025) seront privilégiés.

Les valeurs de référence des indicateurs du cadre logique seront fournies par les partenaires de mise en œuvre et/ou les Territoires lors de la phase du démarrage de l'Action. Les valeurs cibles de ces mêmes indicateurs seront validées lors du premier COPIL.

- La collecte des données sera la responsabilité de chacun des partenaires de mise en œuvre et les données mises à jour seront intégrées dans les rapports d'avancement et reportées chaque année dans OPSYS.
- La vérification de la qualité, compatibilité et fiabilité des données collectées sera contrôlé par l'assistance technique qui aura aussi comme responsabilité d'apporter aux partenaires de mise en œuvre et aux services concernés des Territoires un appui technique et méthodologique.

5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront effectuées pour la présente action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne les questions administratives, opérationnels et stratégiques de l'action.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que l'action vise une augmentation durable, responsable et inclusive de l'autonomie alimentaire dans les trois PTOM.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 60 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre, les autorités des PTOMs et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Toutes les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte la réduction des inégalités ainsi que son impact sur les plus vulnérables. Une expertise en matière de réduction des inégalités sera assurée au sein des équipes d'évaluation.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation peuvent être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

- Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra :

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances ;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYS#):
Niveau Contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	
	(...)	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	